

« Des familles en détresse » échouent à l'Unafam

« Nous recevons de plus en plus d'appels de familles en détresse, confrontées à de la schizophrénie, une dépression, de la bipolarité, des TOC... » À l'Unafam, on a même dû mettre en place une liste d'attente, comme le raconte la représentante départementale de l'association, Françoise Dufour. « On est là pour les écouter et les orienter vers des personnes qui pourront les aider. Mais la vérité c'est qu'aujourd'hui, il n'y a plus suffisamment de moyens pour la psychiatrie, alors qu'il y a de plus en plus de cas depuis le Covid, dénonce la militante. Aux urgences, on en est réduit à attacher des patients parce qu'il n'y a pas d'autres

solutions ! Ce ne sont pas les soignants qu'il faut incriminer. » Non, pour elle c'est l'État qu'il faut mettre devant ses responsabilités : « Il n'y a eu aucune anticipation pour donner les moyens aux hôpitaux de mieux travailler. La vérité, c'est que la maladie mentale est mise tout au fond du panier avec la question des prisons. Ça n'est pas une priorité, d'autant que la plupart des gens en ont peur. Ça reste tabou. » Dans ce contexte, elle appelle à rester unis, alors que des tensions sont récemment apparues entre les services d'urgence du département et le Cesame. « On a besoin de tout le monde pour réussir à changer les choses. »